

La langue croate, serbe, bosniaque et monténégrine *Snježana Kordić**

Imaginez la situation où les francophones de France, de Belgique, du Canada et de l'Afrique se mettent d'un coup à prétendre parler des langues différentes et à appeler leurs « langues » par des noms différents. C'est exactement le cas des locuteurs serbo-croates en Croatie, en Serbie, en Bosnie et au Monténégro. Il faut noter que les différences linguistiques y sont moindres qu'entre francophones de différents pays (Thomas, 2003, 314). Elles sont également plus petites qu'entre germanophones d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse (Pohl, 1996, 219), qu'entre anglophones de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada et de l'Australie (McLennan, 1996, 107), entre hispanophones d'Espagne et d'Amérique Latine, entre lusophones du Portugal et du Brésil (Thomas, 2003, 314). Elles sont plus insignifiantes encore que les différences entre les langages usités par les Blancs et les Noirs des grandes villes américaines (Gröschel, 2003, 180-181).

Ceci étant dit, il devrait être clair pour chaque individu des pays des Balkans mentionnés ci-dessus que le serbo-croate est une seule et même langue. On se demande donc comment les élites politiques parviennent à répandre parmi leurs concitoyens avec autant de succès la conviction qu'il s'agit de langues différentes nécessitant d'être nommées d'après le nom de ces pays fondés récemment. La question porte également sur les raisons de cet acte.

Si les politiciens en question réussissent à convaincre avec tant de succès, c'est parce qu'ils ont changé la signification du mot *langue*. Dans leur pays, parler une langue ne signifie plus la possibilité ou l'impossibilité de communiquer avec son interlocuteur, mais marque l'appartenance à une certaine nation (Mappes-Niediek, 2005, 30). Les hommes politiques ont sciemment œuvré pour que la nationalité et la langue deviennent synonymes (Richter-Malabotta, 2004, 81). L'une des raisons de leur conviction réside dans le fait que ces anciens communistes suivaient jusqu'à présent la pensée de Karl Marx, qui considérait la langue comme l'un des critères de la nation (Pfaff, 1994, 51-52). L'attitude romantique du XIX^e siècle, selon laquelle la langue

rend légitime l'existence d'une nation, a été abandonnée depuis longtemps par les démocraties occidentales. En témoignent les nombreuses nations parlant la même langue que d'autres : les Autrichiens, les Suisses, les Belges, les Américains, etc. (Kohn, 1962, 20; Pfaff, 1994, 51-52; Esbach, 2000, 60-61). On ne peut pas mettre en cause le fait que « l'adéquation totale n'existe pas entre la nation et la langue, ce qui serait le cas si la langue était le facteur déterminant de la nation. Inversement, les exemples contraires sont courants » (Greenfeld, 2001, 663-664). Pour cette raison, « l'idée que la langue est fondatrice de la nation est un mythe, et comme tous les mythes, elle montre plus ce que ses créateurs essayaient de comprendre sur le monde qui les entourait, que ce qu'il y avait réellement à y comprendre » (*ibid.*). Une des conséquences des propagandes nationales de ce mythe est l'apartheid linguistique dans les écoles de certains États de l'ex-Yougoslavie (Greenberg, 2001, 26-27), c'est-à-dire la création de classes séparées pour les élèves sur le critère d'appartenance nationale, au nom de langues prétendues différentes. Ce phénomène est accompagné de l'apparition de plagiat : par exemple, le manuel de l'auteur bosniaque F. Pelesić-Muminović, *La Langue bosniaque pour les étrangers* (*Bosanski jezik za strance*, Zenica 1997) a été tout simplement recopié sur *Le Serbo-croate I* (*Srpskohrvatski jezik I*, Beograd 1979), écrit par les auteurs serbes Z. Vukadinović et J. Jovanović. L'« auteur » de *La Langue bosniaque pour les étrangers* a considéré qu'il suffisait de changer le nom du manuel, donc de la langue, afin de présenter comme sien le travail appartenant à d'autres.

Les élites politiques nationales dans l'espace de l'ex-Yougoslavie ont commencé il y a quelques décennies à créer des États indépendants avec l'hypothèse erronée qu'une nation ne peut ni exister ni avoir un État indépendant si elle ne parle pas une langue différente de celle des autres nations. Pour cette raison, ils se convainquaient et persuadaient les autres qu'ils parlaient des langues différentes pour avoir le droit de fonder des États différents. À présent, une fois ces États fondés, l'hypothèse incorrecte « une nation – une langue – un État » y domine encore. Les États continuent d'affirmer qu'il s'agit de langues différentes, par peur que la conscience de leur similitude n'influence une nouvelle union, ce qui ferait perdre, dans une certaine mesure, le pouvoir acquis aux élites politiques actuelles. Ces élites oublient que la ressemblance entre les langues ne met pas en péril l'existence des États nationaux souverains, comme le montrent les exemples de

nombreux pays dans le monde où les mêmes langues sont parlées (Klose, 1993, 69 ; Mattusch, 1999, 106-107).

Si les hommes politiques des pays de l'ex-Yougoslavie récemment fondés parviennent à convaincre leurs concitoyens qu'il s'agit de langues différentes, c'est également parce qu'au lieu d'avertir les politiciens et le public de l'inexactitude de l'hypothèse concernant les langues différentes, les linguistes de ces pays se sont mis au service de la politique. Ceux-ci oublient que « le discours politique » reste « un discours répulsif » pour la vraie science (Spillner, 1990, 15). Leur attitude est reprise par certains slavistes occidentaux, ce qui leur permet de se présenter dans leur milieu comme connaissant plus de langues slaves que celles qu'ils maîtrisent vraiment. En outre, ils évitent de cette façon de se faire attaquer par des philologues balkaniques, et se font récompenser de manières diverses. Mais ils perdent en même temps le précieux « “regard extérieur” qui ne soit pas biaisé par le nationalisme » (Steltner, 2003, 26).

La réponse à la question sur l'état réel de la situation linguistique en Croatie, Serbie, Bosnie et au Monténégro est simple et bien connue, puisqu'il est fréquent d'avoir au niveau mondial plusieurs nations parlant une même langue, et qu'il existe en même temps des particularités linguistiques au niveau national. C'est le cas de toutes les langues majeures du monde et également celui de nombreuses langues minoritaires. Chaque langue dans cette situation a plusieurs centres et variantes nationales, ce qui s'appelle en linguistique *la langue polycentrique standard*. Presque toutes les langues européennes majeures, et beaucoup de langues non-européennes, sont polycentriques, comme l'anglais, l'allemand, le français, l'espagnol, le portugais, le malais, l'arabe, etc. (Blum 2002, 124). Les dictionnaires linguistiques disent que *la langue polycentrique standard* est « la langue ayant plusieurs variantes nationales standard qui sont différentes entre elles sur certains points, mais le sont insuffisamment pour constituer des langues séparées, par exemple l'anglais (l'anglais standard britannique, américain, australien etc.), l'allemand (l'allemand standard allemand, autrichien ou suisse), le portugais (le portugais standard portugais ou brésilien) » (Glück, 2000, 472). Autre définition de la langue polycentrique : « La langue ayant plusieurs centres nationaux qui développent des variantes standard différentes : bien que ces différences (majoritairement) lexicales et phonétophonologiques soient clairement distinguées, elles ne justifient pas le fait de parler des langues différentes. L'anglais et l'allemand représentent des

exemples de formes différentes au niveau de pays différents (l'allemand standard de l'Allemagne comparé à celui d'Autriche ou à celui de Suisse) » (Bußmann, 2002, 521-522).

La capacité de comprendre et de se faire comprendre entre locuteurs de variantes différentes montre qu'il s'agit d'une même langue (Mattusch, 1999, 74). Plus particulièrement concernant les variantes du serbo-croate, cette capacité réciproque dépasse « celle des variantes de l'anglais, du français, de l'allemand ou de l'espagnol » (Thomas 2003, 325). Le système linguistique montre également que c'est bel et bien une même langue : « Du point de vue linguistique, le serbo-croate n'a qu'un seul système, qui se réalise en plusieurs variantes. Ce fait ne peut être contesté » (Hinrichs, 1997, 14). Pour cette raison, « le fait que le serbe et le croate modernes soient les variantes d'une même langue est prouvé par les similitudes décisives dans le système linguistique » (Pohl, 1996, 214). Vient à l'appui le troisième critère déterminant une langue polycentrique : toutes les variantes reposent sur une même base dialectale (Cooper, 1989, 139). Dans le cas du serbo-croate, toutes les variantes reposent sur une base štokavienne (plus sur ces critères linguistiques : Kordić, 2004).

Les variantes des langues polycentriques se situent le plus souvent dans des pays différents. Jusqu'aux années 90, le serbo-croate était la seule langue polycentrique dont les variantes se situaient à l'intérieur d'un même État (Ammon, 1995, 46). Suite à l'éclatement de cet État, elle est devenue par essence une langue polycentrique typique.

Il en ressort que l'état actuel de la langue n'amène pas l'observateur objectif à la conclusion qu'il s'agit de langues différentes. Pour cette raison, les idéologues nationaux ont recours à deux stratégies. L'une consiste à accorder une signification surdimensionnée aux différences linguistiques nationales (exemples d'analyse critique dans Schubert 1997, 85, 88, 90-91 ; Dabrowska 1998, 21-23, 28 ; Ressel, 2000, 233 ; Kordić, 2004a et 2006). Ce faisant, les idéologues nationaux omettent de mentionner que la majeure partie de la langue est la même pour toutes les nations concernées. La deuxième stratégie consiste à chercher à légitimer la langue nationale sur la base historique. Afin de pouvoir déduire l'existence très ancienne de la langue nationale, ils abordent le sujet comme si leur nation existait depuis toujours (Sundhaussen, 1997, 84), et avec elle la langue nationale, la langue étant synonyme de nation. Ainsi, ils relèguent au second plan la recherche de preuves dans le présent, car si la langue nationale existait jadis, il en va de même pour son existence aujourd'hui.

Cependant, non seulement la nation et la langue ne vont pas de pair, mais l'existence des nations slaves des Balkans n'est pas très ancienne : leur création n'a débuté qu'au XIX^e siècle, et s'est terminée entre les deux guerres (Kessler, 1997, 95), et même plus tard dans certains cas (Sundhaussen, 1993, 44).

Les idéologues nationaux affirment également que les cultures différentes existent au niveau national, donc on ne peut parler de la même langue. Ceci est incorrect pour plusieurs raisons. Il est bien connu que les frontières culturelles ne coïncident avec les frontières linguistiques, nationales ou étatiques (Ammon, 1995, 31). Les cultures incluent souvent plusieurs nations, englobent plusieurs langues, et les membres de la même nation peuvent vivre dans des zones culturelles différentes (Lemberg, 1964 II, 44 ; Esbach, 2000, 65). Par exemple, la tradition et les coutumes qui composent une culture ne s'arrêtent pas aux frontières nationales car, d'une part, « elles montrent les différences significatives à l'intérieur de régions particulières et, d'autre part, elles montrent aujourd'hui la tendance à s'uniformiser de par le monde, ou tout au moins dans de grands sous-ensembles » (Kohn, 1962, 21). On constate aussi l'absence d'adéquation entre identité culturelle et identité ethnique ou nationale, au fait qu'il « n'est pas étrange de parler de culture européenne commune ou de caractéristiques culturelles européennes, tout en reconnaissant la diversité ethnique sur le continent » (Reilly, 2001, 5). Il n'est donc pas étonnant que la culture ne puisse pas servir à classer les individus selon les nations : « de tous les principes de classification, je considère que la culture est le moins précis. [...] On ne peut vraiment pas l'utiliser à cette fin » (Reiter, 1984, 191). Il en découle que les nationalistes mettent la culture et l'État sur un pied d'égalité sans aucun fondement (Gellner, 1999, 81-82).

Les frontières entre les cultures sont peu claires et insaisissables (Esbach, 2000, 65). On remarque que « la culture est perçue comme un fourre-tout dans lequel on peut mettre tout ce qui dans la société n'est pas encore du ressort des professionnels plus sérieux, comme l'expression du droit, de la politique ou de l'économie » (Riedel, 2005, 26). La réponse à la question « quelles sont les composantes de la culture, et qu'est-ce qui distingue une culture d'une autre, reste vague et imprécise — surtout à l'égard des communautés voisines dont les territoires se jouxtent (et qui sont précisément celles que les nationalistes veulent en général séparer) » (Blum, 2002, 3). La séparation sur une base culturelle est sans fondement chez les Croates, les Serbes et les Musulmans de Bosnie, car leurs cultures ne sont pas différentes (Mappes-

Niediek, 2005, 28-48, 70). Les distinctions religieuses existent, mais « les frontières religieuses ne correspondent presque jamais aux frontières linguistiques. [...] Les Croates catholiques, les Bosniaques musulmans, les Serbes et les Monténégrins orthodoxes parlent les variantes d'une même langue : le serbo-croate » (Blum 2002, 16).

L'exemple de la Croatie montre que, lier la langue avec la culture et la tradition est sans fondement, parce que « si l'on prend pour point de départ les critères linguistiques, *sa propre* culture et *sa propre* tradition ne peuvent pas être définies comme culture et tradition *distinctives en soi*. » (*ibid.*, 13).

Une approche objective de la langue n'est pas pratiquée en Croatie (Czerwinski, 2005, 259) ni dans d'autres États slaves des Balkans « parce que la langue y est soumise à l'idéologie et l'interprétation séparatiste, en linguistique comme ailleurs, y est imposée » (Gröschel, 2003, 185). Ressel (2000, 231-232) remarque que ces cercles linguistiques vont jusqu'à criminaliser leurs opposants : « Il n'est certes pas possible de changer du jour au lendemain une langue avec sa structure lexico-grammaticale par une simple réforme législative ou par des décrets. Mais il est en revanche possible de lancer ou de soutenir massivement une autre manière de voir des phénomènes, d'en privilégier certains, de marginaliser ou même criminaliser les points de vue alternatifs, c'est-à-dire de faire le nécessaire pour les réduire au silence et empêcher qu'ils se répandent. »

On voit sur l'exemple des nouveaux pays slaves des Balkans que lorsque la langue « devient une idéologie, l'intolérance, l'agressivité et l'envie de refaire les frontières prévalent » (Richter Malabotta, 78). Ce faisant, les linguistes en question rejettent la règle selon laquelle l'exercice professionnel linguistique « sert en général à améliorer les capacités formelles de la langue dans le but d'optimiser les possibilités communicationnelles des locuteurs. La construction isolationniste des variantes du serbo-croate conduirait en revanche à ériger des barrières communicationnelles. Le fait d'y participer devrait pour les linguistes être incompatible avec leur éthique scientifique » (Gröschel, 2001, 183).

Préoccupés par les particularités linguistiques nationales, les idéologues de la langue perdent de vue « l'obligation de ne pas oublier qu'une propagande trop intensive concernant les particularités linguistiques en tant que caractéristiques nationales signifie un pas en arrière vers le nationalisme linguistiquement orienté du XIX^e siècle » (Pohl, 1997, 72). Ces

activités ne sont pas passées inaperçues au niveau international. Au contraire, elles ont servi pour constituer l'exemple du chauvinisme linguistique dans le dictionnaire *Metzler Lexikon Sprache* :

« Le chauvinisme est le nationalisme extrémiste, par conséquent le chauvinisme linguistique est un respect démesuré de la langue d'un groupe donné, accompagné d'un mépris démesuré des autres langues parlées dans une région ou un État. Le chauvinisme linguistique fait très souvent partie de l'ethnogénèse ou de la "renaissance nationale" [...], et apparaît fréquemment aux côtés des tendances puristes et des combats politiques agressifs visant à changer le statut des langues de contact. Les exemples actuels du chauvinisme linguistique sont les tendances à séparer le serbo-croate en deux langues, le croate et le serbe. » (Glück, 2000, 652).

Traduit du serbo-croate par Ljubica Radović.

* Snježana Kordić est linguiste, spécialiste des langues slaves des Balkans. Elle enseigne dans des universités en Allemagne et en Croatie.

Bibliographie :

- Ammon, U. (1995), *Die deutsche Sprache in Deutschland, Österreich und der Schweiz: das Problem der nationalen Varietäten*, Berlin/New York.
- Blum, D. (2002), *Sprache und Politik*, Heidelberg.
- Bußmann, H. (éd.) (2002), *Lexikon der Sprachwissenschaft*, Stuttgart.
- Czerwinski, M. (2005), *Jezyk - ideologia - naród. Polityka jezykowa w Chorwacji a jezyk mediów*, Kraków.
- Dabrowska, A. (1998), « Zmiany semantyczne we współczesnej leksyce serbsko-chorwackiej a sytuacja polityczna », L. Pisarek/I. Luczków (éd.), *Slavica Wratislaviensia*, Wrocław, 21-29.
- Esbach, C. (2000), *Nationalismus und Rationalität*, Berlin.
- Gellner, E. (1999), *Nationalismus*, Berlin.
- Glück, H. (éd.) (2000), *Metzler Lexikon Sprache*, Stuttgart.
- Greenberg, R. (2001), « Language, Nationalism and the Yugoslav Successor States », C. Reilly (éd.), *Language, Ethnicity and the State*, London/New York, 17-43.
- Greenfeld, L. (2001), « Nationalism and Language », R. Mesthrie (éd.), *Concise Encyclopedia of Sociolinguistics*, Amsterdam et al., 662-669.
- Gröschel, B. (2001), « Bosnisch oder Bosniakisch ? Zur glottonymischen, sprachpolitischen und sprachrechtlichen Fragmentierung des Serbokroatischen », U. H. Waßner (éd.), *Lingua et linguae. Festschrift für Clemens-Peter Herbermann zum 60. Geburtstag*, Aachen, 159-188.
- Gröschel, B. (2003), « Postjugoslavische Amtssprachenregelungen - Soziolinguistische Argumente gegen die Einheitlichkeit des Serbokroatischen ? », *Srpski jezik* 8/1-2, 135-196.

- Hinrichs, U. (1997), « Südslavische Sprachwissenschaft und Südosteuropa-Linguistik », *Zeitschrift für Balkanologie* 33/1, 9-25.
- Kessler, W. (1997), « Jugoslawien - Der erste Versuch », J. Elvert (éd.), *Der Balkan: eine europäische Krisenregion in Geschichte und Gegenwart*, Stuttgart, 91-118.
- Klose, H.-U. (1993), « Nation, Nationalismus und Sozialdemokratie », B. Faulenbach / H. Timmermann (éd.), *Nationalismus und Demokratie*, Essen, 68-74.
- Kohn, H. (1962), *Die Idee des Nationalismus*, Hamburg.
- Kordić, S. (2004), « Le serbo-croate aujourd'hui: entre aspirations politiques et faits linguistiques », *Revue des études slaves* 75/1, 31-43.
- Kordić, S. (2004a), « Die aktuelle Sprachzensur in Kroatien », B. Symanzik/G. Birkfellner / A. Sproede (éd.), *Sprache - Literatur - Politik : Osteuropa im Wandel*, Hamburg, 259-272.
- Kordić, S. (2006), « Sprache und Nationalismus in Kroatien », B. Symanzik (éd.), *Studia Philologica Slavica: Festschrift für Gerhard Birkfellner zum 65. Geburtstag: Teilband I*, Berlin, 337-348.
- Lemberg, E. (1964), *Nationalismus*, I-II, Reinbek.
- Mappes-Niediek, N. (2005), *Die Ethno-Falle. Der Balkan-Konflikt und was Europa daraus lernen kann*, Berlin.
- Mattusch, H.-J. (1999), *Vielsprachigkeit: Fluch oder Segen für die Menschheit ?*, Frankfurt am Main.
- McLennan, S. (1996), « Sociolinguistic Analysis of "Serbo-Croatian" », *Calgary Working Papers in Linguistics* 18, 103-109.
- Pfaff, W. (1994), *Die Furien des Nationalismus*, Frankfurt am Main.
- Pohl, H.-D. (1996), « Serbokroatisch - Rückblick und Ausblick », I. Ohnheiser (éd.), *Wechselbeziehungen zwischen slawischen Sprachen, Literaturen und Kulturen in Vergangenheit und Gegenwart*, Innsbruck, 205-219.
- Pohl, H.-D. (1997), « Gedanken zum Österreichischen Deutsch (als Teil der "pluriarealen" deutschen Sprache) », R. Muhr/R. Schrodt (éd.), *Österreichisches Deutsch und andere nationale Varietäten plurizentrischer Sprachen in Europa. Empirische Analysen*, Wien, 67-87.
- Reilly, C. (2001), « Introduction: Minority Languages, Ethnicity and the State in Post-1989 Eastern Europe », C. Reilly (éd.), *Language, Ethnicity and the State*, London/New York, 1-16.
- Reiter, N. (1984), *Gruppe, Sprache, Nation*, Berlin.
- Ressel, G. (2000), « Zur sprachlichen Situation im alten und neuen Jugoslawien », B. Panzer (éd.), *Die sprachliche Situation in der Slavia zehn Jahre nach der Wende*, Frankfurt am Main et al., 225-241.
- Richter Malabotta, M. (2004), « Semantics of War in Former Yugoslavia », B. Busch / H. Kelly-Holmes (éd.), *Language, Discourse and Borders in the Yugoslav Successor States*, Clevedon, 78-87.
- Riedel, S. (2005), *Die Erfindung der Balkanvölker. Identitätspolitik zwischen Konflikt und Integration*, Wiesbaden.
- Spillner, B. (1990), « Sprachpolitik - Sprachenpolitik - Sprache der Politik », B. Spillner (éd.), *Sprache und Politik*, Frankfurt am Main et al., 15-16.
- Steltner, U. (2003), « Mindestanforderungen der Slawistik im Rahmen eines Kurzstudienganges (B.A.) », *Bulletin der Deutschen Slavistik* 9, 25-26.
- Sundhaussen, H. (1993), « Nationalismus in Südosteuropa », « Plenumsdiskussion », B. Faulenbach / H. Timmermann (éd.), *Nationalismus und Demokratie*, Essen, 44-48, 48-67.
- Sundhaussen, H. (1997), « Nation und Nationalstaat auf dem Balkan », J. Elvert (éd.), *Der Balkan: eine europäische Krisenregion in Geschichte und Gegenwart*, Stuttgart, 77-90.
- Thomas, P.-L. (2003), « Le serbo-croate (bosniaque, croate, monténégrin, serbe) : de l'étude d'une langue à l'identité des langues », *Revue des études slaves* 74/2-3, 311-325.